

**VERBATIM****CONFERENCE DE PRESSE****Mercredi 22 janvier 2025****Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA**

Bonjour à tous, je suis Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA.

C'est avec un immense plaisir que je vous retrouve aujourd'hui pour la conférence de presse hebdomadaire de la MINUSCA. Que vous soyez ici, dans cette salle à Bangui, ou à l'écoute de Radio Guira, soyez les bienvenus.

Inauguration du poste mixte frontalier de Bembéré

Je l'avais annoncé la semaine dernière, c'est désormais chose faite. Le poste mixte frontalier de Bembéré, situé à la frontière entre la République centrafricaine et le Tchad, dans la préfecture de Lim-Pendé, construit et équipé par la MINUSCA, a été officiellement remis par la MINUSCA au Gouvernement et inauguré vendredi 17 janvier par la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour la République centrafricaine, Valentine Rugwabiza, et le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, Felix Mouloua. En présence du Ministre chargé de l'administration du territoire, de la décentralisation et du développement local, Ministre résident, Bruno Yapandé, des autorités locales, des ambassadeurs des Etats-Unis, de France et de l'Union européenne et des représentants de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement ainsi que d'une délégation venue du Tchad voisin.

Le poste mixte frontalier de Bembéré, qui est le premier de ce genre en Centrafrique, regroupe, sous un même toit, plusieurs services d'État, civils et en uniforme : la gendarmerie, la police, les douanes, le commerce, les eaux et forêts, l'élevage et la santé. Une structure d'hébergement fait également partie de l'ensemble, ce qui permettra aux fonctionnaires déployés sur place de travailler dans de bonnes conditions, au service des populations et de la sécurité de la région.

Lors de l'inauguration, la Cheffe de la MINUSCA, Valentine Rugwabiza, a souligné que ce poste frontalier soutient l'objectif de l'Accord de paix de transformer les zones frontalières de zones d'insécurité en zones d'échange et de prospérité en déclarant que l'« *un des piliers de cet Accord politique, c'est la sécurisation des espaces frontaliers. Tant il est clair que les espaces frontaliers ont été pendant très longtemps des espaces d'insécurité, et bien, ces espaces doivent devenir des espaces d'échange, des espaces de prospérité, des espaces qui sont bénéfiques aux communautés transfrontalières et des espaces qui sont bénéfiques aux pays voisins, aux pays de longue fraternité, que sont la République centrafricaine et la République du Tchad* ».

La Représentante spéciale du Secrétaire général a également insisté sur les services que ce poste va apporter aux populations en indiquant qu'« *avec ce poste mixte intégré, ce sont les services qui viennent vers la population, c'est l'Etat qui vient vers la population et qui est là, présent auprès de la population. Ceux qui travailleront dans ce poste, leur mission essentielle est de faciliter les échanges* ».

Le Premier Ministre, Felix Mouloua, a remercié la MINUSCA pour son accompagnement dans la mise en œuvre de diverses priorités du Gouvernement tout en relevant les améliorations que ce poste va apporter dans la vie de la population. Des améliorations, qui selon des habitants de la zone que nous avons rencontrés, concernent la libre circulation des biens et des personnes et un meilleur contrôle de la frontière.

On le voit, on le répète, la mise en service de ce poste représente une avancée majeure dans la gestion des frontières de la République centrafricaine et, plus globalement, pour l'extension de la présence et autorité de l'État. La MINUSCA et ses partenaires vont poursuivre leur plaidoyer pour la création de postes frontaliers similaires tout au long des six frontières du pays.

Pour clore sur Bembéré, je souhaite partager avec vous l'espoir suscité par les mots prononcés avec lyrisme par Monsieur le maire dans son mot de bienvenue. Le maire qui a rappelé que « *le village n'était que ruines encore récemment et que seuls les chants des oiseaux sauvages y étaient entendus. Mais qu'aujourd'hui Bembéré avait retrouvé la paix* » grâce aux efforts conjugués du Gouvernement et de ses partenaires, dont la MINUSCA, à laquelle il a « *demandé de ne pas s'arrêter là et de poursuivre son œuvre.* »

Mener la République centrafricaine vers une paix durable, c'est exactement la raison d'être de la MINUSCA

Mener la République centrafricaine vers une paix durable, c'est exactement la raison d'être de la MINUSCA, que ce soit à Bembéré, à Bamouti, à Am-Dafock, ou encore à Zangba dans la Basse-Kotto où, selon les leaders communautaires, la situation sécuritaire s'est améliorée de façon significative depuis le déploiement de la Force de la Mission fin décembre. Un déploiement à la demande du Gouvernement centrafricain que je vous avais annoncé la semaine dernière.

20 ponts ont été réhabilités par la MINUSCA sur l'axe Bambari-Zangba, ce qui améliore l'accès routier et facilite les patrouilles de la Mission et des forces de défense et de sécurité centrafricaines ainsi que la libre circulation des personnes et des biens.

Un accès facilité, il en est aussi question à Farazala, dans la préfecture de l'Ouham-Fafa, où la MINUSCA vient de réhabiliter deux ponts, ceux de Dissi et de Ouaki situés sur l'axe Ouandago-Kabo.

Enfin un dernier exemple des actions menées récemment par la MINUSCA pour favoriser le retour à une vie normale et au vivre-ensemble, celui de la construction d'un marché à Ouham-Bac dans l'Ouham, ce qui va permettre aux populations locales de disposer d'un endroit dédié pour vendre leurs produits frais dans de meilleures conditions. Ce don de la MINUSCA entre dans le cadre du programme de réduction de la violence communautaire de la Mission, qui a enregistré plus de 6 500 bénéficiaires pour le programme 2023-2024.

Soutien de la MINUSCA à l'Autorité nationale des élections

Pour finir, un point sur les activités de la MINUSCA en appui à l'Autorité nationale des élections, conformément au mandat qui lui a été donné par le Conseil de sécurité des Nations Unies avec un focus sur les activités de sensibilisation et d'éducation civique.

Plus de 8 000 personnes [8 264 dont 3 995 femmes (48 %)], dont près de 50 % de femmes, ont participé la semaine dernière à 33 activités de sensibilisation et d'éducation civique au processus de révision des listes électorales, des activités appuyées par la MINUSCA.

Par exemple, mardi 14 janvier, une caravane a été organisée dans la préfecture de Kemo, sur les axes Sibut-Grimari et Dekoa et Damara, une caravane qui a touché 2 000 participants, dont 800 femmes, qui ont été encouragés à participer massivement au processus électoral, avec comme première étape l'enregistrement des électeurs, une étape clé pour des élections inclusives et pacifiques.

Questions des journalistes

Le Langage (Gabriel Rhopo)

- Bonjour Madame la porte-parole. Je ne sais pas si vous avez l'habitude de recevoir *Le Citoyen* ici à la MINUSCA, mais ce matin, j'ai lu, entre les lignes semble-t-il, que le porte-parole de la Présidence de la République dit être mécontent parce que vous ne faites pas assez, vous, MINUSCA, vous ne faites pas assez.
- La seconde question, je reviendrai sur le glissement du calendrier électoral. Le même journal me fait lire qu'en lieu et place des élections locales, il y aura plutôt les élections générales, c'est-à-dire présidentielle et législatives. Vous dites que vous appuyez le processus électoral, qu'en dites-vous ? Vous êtes un partenaire incontournable du processus électoral, je ne réponds pas à votre place mais je pose la question, merci

Réponses aux questions

Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA

Merci. Concernant votre première question, je n'ai pas lu le compte-rendu des propos du porte-parole de la Présidence, donc je ne peux pas me prononcer à ce sujet, mais évidemment, lorsque nous en aurons pris

connaissance, nous y regarderons de plus près, même s'il est d'usage de ne pas commenter les propos des membres du Gouvernement.

Concernant votre question, vous avez fait la question, puis une partie de la réponse en disant qu'effectivement, nous sommes un des partenaires du Gouvernement et des autorités centrafricaines pour l'organisation des élections à venir, à commencer par les opérations de révision du fichier électoral qui ont déjà été conclues dans la zone opérationnelle 1 et qui doivent être encore lancées dans les zones 2 et 3. Vous le savez, ce soutien de la MINUSCA au processus électoral est clairement indiqué et clairement défini dans la résolution 2759 que nous a donné le Conseil de sécurité à la mi-novembre dernier, un soutien technique, logistique, financier, en bons offices et sécuritaire. Pour les questions liées au calendrier électoral, à la définition des dates, ce sont des compétences qui relèvent exclusivement des autorités centrafricaines et de l'organisme en charge des élections, en l'occurrence l'Autorité nationale des élections. Voilà ce que je pouvais dire.

Mais comme je l'ai annoncé dans mon propos liminaire, nous continuons, conformément au mandat qui nous a été donné par le Conseil de sécurité, à soutenir la mise en œuvre de ce processus. La semaine dernière, nous avons organisé de nombreuses réunions, des sessions d'information sur l'ensemble du territoire pour pouvoir informer les populations de ces échéances à venir, de la manière avec laquelle on peut s'enregistrer, des nouvelles dispositions du code électoral, etc. Je sais qu'actuellement, en prévision des prochaines opérations de révision, nous apportons également un soutien logistique. Au moment où je vous parle, nous apportons un soutien logistique à l'ANE pour le transport de matériels de Bangui vers des préfectures. Voilà ce que je pouvais répondre à vos deux questions.

Questions des journalistes

Le Gardien Médias (Selda Junior Bouté)

- Je voudrais revenir un peu sur l'aspect de l'inscription des électeurs sur la liste électorale. Je crois que l'inscription sur la liste électorale dans la zone qui constitue l'aire 1 vient d'être terminée et l'ANE est en train de se préparer pour lancer l'inscription dans l'aire 2, tout en sachant que dans certaines localités du pays, les agents tablettes n'ont pas pu travailler pour enregistrer les électeurs. Qu'est-ce que la MINUSCA ou quelle stratégie la MINUSCA va mettre en place pour accompagner l'ANE pour que les zones qui n'ont pas pu travailler puissent enregistrer les électeurs ?

Réponses aux questions

Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA

En effet, dans quelques centres, je crois que ça représente 2 % au total des centres de l'aire 1, les opérations d'enregistrement du fichier électoral n'ont pas pu se dérouler comme prévu. Et la MINUSCA, qui, comme vous le savez, fait la promotion d'un processus électoral inclusif, qui commence par le fait d'avoir un fichier électoral inclusif, donc fait un plaidoyer auprès de l'ANE pour que les endroits où il n'y avait pas pu avoir ces opérations d'enregistrement du fichier électoral dans l'aire numéro 1, pour que ces opérations puissent se tenir. Et évidemment, dans le cadre de notre soutien à la mise en œuvre du plan intégré de sécurisation du processus électoral, le PISE, la MINUSCA est tout à fait disponible pour pouvoir accompagner ces sessions que je pourrais qualifier de sessions de rattrapage. Donc, nous sommes au courant et nous faisons le plaidoyer parce qu'une fois encore, nous le savons, l'inclusivité du fichier électoral est la porte d'entrée à l'inclusivité de l'ensemble du processus et pour la garantie d'élections transparentes.

Questions des journalistes

Radio Ndeke Luka (Nathan de Saint Stéphane Engombé)

- J'ai porté vraiment beaucoup d'attention à votre propos au début. J'encourage la MINUSCA à continuer à s'impliquer dans la restauration de l'autorité de l'État à partir de ce que vous venez de dire concernant ce qui s'est passé à Bémberé, c'est à encourager, mais je trouve aussi mon compte dans les questions des collègues ici, que j'aimerais aussi poser, mais ils ont déjà pris les devants. Mais je vais m'appesantir là sur un aspect sécuritaire, ça concerne la ville de Birao. C'est vrai qu'il y a des troupes, le contingent zambien qui est là-bas, mais il y a de l'insécurité tout autour de la ville, selon le témoignage de certains habitants de la ville parce qu'ils sont menacés. Quand ils sont au centre-ville, précisément à Birao, il n'y a pas grand-chose, mais pour

se déplacer à 6 km de la ville, c'est tout un tas de problèmes, parce qu'ils ont la peur, parce qu'il y a des gens qui les menacent. Selon eux, selon les informations que nous avons recueillies dans cette localité, de ces localités environnantes de la ville de Birao, il paraîtrait que les Soudanais, qui ont fui la guerre pour venir, détiennent encore des armes et ils seraient à la cause de ces cas d'insécurité. C'est pourquoi, comme la MINUSCA est sur place, nous demandons est-ce qu'il y a des moyens pour pouvoir faire face à cela et éradiquer l'insécurité tout aux alentours de la ville de Birao ? Merci.

Réponses aux questions

Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA

Merci. D'abord, merci pour votre appréciation pour ce que nous faisons en soutien au Gouvernement pour la restauration et l'extension de l'autorité de l'État. Concernant Birao, et plus généralement la zone de Birao, Am-Dafock, dans la préfecture de la Vakaga, c'est une situation que nous suivons de près et avec une attention particulière. Vous l'avez dit, le conflit dans le pays voisin, au Soudan, entraîne des déplacements de population. La MINUSCA est présente dans la région, mais les forces armées centrafricaines et les forces de sécurité intérieures sont également présentes sur place. Ensemble, ils ont régulièrement, quasiment au quotidien des réunions pour voir ensemble les actions qui peuvent être prises, effectivement, pour garantir la sécurité à l'ensemble des populations. Je vous rappelle qu'Am-Dafock, par exemple, a été déclarée zone exempte d'armes, voilà le type de mesures qui sont prises. Je vous rappelle aussi, on en parlait, [à propos de] la restauration de l'autorité de l'État, que le maintien de l'ordre sur l'ensemble du territoire est une fonction régaliennne de l'État et évidemment, il incombe en premier lieu aux autorités centrafricaines et à leurs forces de défense et de sécurité de se pencher et de trouver des solutions face à cette situation préoccupante, mais évidemment avec le soutien de la MINUSCA et, au quotidien, c'est exactement ce qui se passe sur le terrain.

Questions des journalistes

• Radio Ndeke Luka (Nathan de Saint Stéphane Engombé)

S'il vous plaît, je rebondis sur le site de Korsi. Il y a ces demandeurs d'asile qui viennent avec les armes sur le site. Est-ce que vous êtes au courant ?

Réponses aux questions

Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA

Je sais que dans le quartier de Korsi, les personnes qui fuient la guerre au Soudan se retrouvent, se regroupent dans ce quartier de la ville qui, stricto sensu, n'est pas un site, mais se regroupent dans ce quartier. Quant à la question de savoir si des armes circulent, c'est quelque chose que je ne peux pas vous confirmer.

Questions des journalistes

Radio Guira FM (Samuel Bogoto)

- Ma première question concerne Bémberé. Si j'ai bien compris, le maire de Bémberé, ce maire demande à la MINUSCA de faire davantage. Alors, en dehors de ce poste frontalier mixte, est-ce que la MINUSCA a d'autres projets pour Bémberé ?
- Deuxièmement, les 20 ponts qui sont construits sur l'axe Bambari et Zangba, on sait qu'en utilisant cette stratégie, la MINUSCA implique également la main d'œuvre locale, ce qui permet également aux jeunes d'avoir le travail pour se prendre en charge. Est-ce que c'est la même stratégie qui est utilisée dans la réhabilitation de ces 20 ponts axe Bambari et Zangba ?
- Nous avons eu écho, effectivement, que la sécurité est revenue à Zangba et que la population vaque librement à ses occupations quotidiennes. Quelle est la stratégie qui est utilisée par la Force, je ne me demande pas ici le nombre de kalachnikovs qui ont été utilisés là-bas, mais quelle est la stratégie que la Force a utilisée pour mettre en confiance la population de Zangba qui, aujourd'hui, reprend paisiblement ses activités quotidiennes ? Merci.

Réponses aux questions

Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA

Le menu est riche. Faire davantage à Bémberé. Dans mon propos liminaire, je vous ai rapporté que l'inauguration s'est faite en présence de la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour la République centrafricaine et du Premier Ministre, mais aussi de représentants d'ambassades ici en République centrafricaine, ambassade de France, ambassade des États-Unis, ambassade de l'Union européenne ainsi que de représentants de deux institutions financières régionales et internationales, la Banque mondiale et la Banque africaine de développement. La Représentante spéciale a été interrogée aussi à ce sujet lorsque nous étions à Bémberé. Elle a dit qu'effectivement, le fait d'avoir dans la délégation ces représentants n'était pas anodin et que le fait d'amener dans la délégation ces représentants, c'est de pouvoir élargir le nombre de partenaires qui vont pouvoir aider la République centrafricaine en général et Bémberé en particulier pour d'autres projets de développement local.

En ce qui concerne la main d'œuvre locale, oui, vous le savez, dans le cadre de notre programme de réduction de la violence communautaire, nous faisons des programmes d'intérêt général, c'est ainsi que le marché dont je vous ai parlé a été construit. Pour les ponts, je crois qu'il s'agit plutôt de ponts qui ont été construits par nos contingents, mais il faut que je vérifie.

Pour en revenir aux programmes de formation qui permettent aux jeunes personnes sans formation, justement, de pouvoir espérer avoir une nouvelle vie et ne pas être tentées par rejoindre les groupes armés, je voudrais quand même vous donner un chiffre qui est très significatif. Depuis que nous avons lancé en 2016 notre programme de réduction de la violence communautaire, nous avons près de 42 000 personnes qui ont bénéficié de ce programme de réduction de la violence communautaire. Donc près de 42 000 personnes qui ont soit suivi des formations pour pouvoir après monter leur propre business, donc [qui ont] suivi des formations avant de recevoir un kit pour pouvoir s'installer, soit qui, comme cela a été le cas à Bambouti récemment, ont travaillé pendant une période donnée contre une rémunération. Donc, depuis 2016 jusqu'à la fin 2024, près de 42 000 personnes ont bénéficié de ces programmes.

En ce qui concerne Zangba, quelle est l'approche de la Force ? C'est celle, que je pense, elle mène toujours, c'est celle de se rapprocher des populations. On n'arrive pas comme ça en s'installant et en restant dans notre coin, ce n'est pas du tout l'idée. L'idée, c'est d'écouter les populations. Vous le savez, nous avons été déployés à Zangba à la demande du Gouvernement centrafricain et en raison de l'insécurité qui régnait sur place. Ensuite, il est important d'écouter les communautés, d'écouter les leaders communautaires, d'écouter les populations pour savoir quels sont leurs besoins exacts pour pouvoir ajuster notre réponse. Donc, il y a l'écoute et puis, il y a aussi l'apport d'une assistance immédiate. Je l'avais mentionné la semaine dernière, des soins médicaux, des consultations médicales avaient été organisés rapidement. Il y a [aussi] le fait d'avoir rénové, remis en état une vingtaine de ponts qui, tout de suite, cela a permis de faciliter les déplacements, donc la reprise du commerce, etc. Une fois encore, c'est l'écoute, écouter et puis s'adapter pour pouvoir répondre au mieux aux besoins des populations tout en leur apportant l'assistance immédiate dont elles ont besoin. Je reprends une autre question.

Questions des journalistes

LANOCA (Aubin Manacé Ndata)

- J'ai juste trois petites questions à poser. La première question, c'est en ce qui concerne Bémberé. La MINUSCA vient d'inaugurer ce poste frontalier au niveau de Bémberé. Est-ce que la MINUSCA compte mettre une base dans cette zone, puisque dans l'histoire, on nous fait comprendre que c'est vraiment une fluctuation où des violences qui s'infiltraient. Et du coup, est-ce que la MINUSCA va mettre une base aux côtés des FSI qui sont installées dans ce poste de contrôle ?
- La deuxième question, je vais la poser au porte-parole de l'UNPOL. Il y a de cela deux semaines de suite sur les ondes de Radio Centrafrique, il y a une information comme quoi, il y a montée en puissance des situations d'insécurité au niveau du 5^e arrondissement et du 3^e arrondissement. Les populations environnantes de cette zone-là se plaignaient beaucoup pour des cas de braquages, de vols à mains armées, des infiltrations dans les domiciles des personnes. Qu'est-ce que l'UNPOL peut faire pour pouvoir atténuer un peu cette situation auprès de cette population, puisque c'est toujours à répétition et ils en ont marre de pouvoir vivre dans cette localité-là ? Est-ce que l'UNPOL peut dire quelque chose sur ça ?
- La troisième question, je m'adresse au porte-parole de la Force. Est-ce que les patrouilles se font au niveau de Rafai ? Est-ce que généralement, les patrouilles que font la Force, est-ce que ça se poursuit ? Est-ce que ça se fait au niveau de la zone de Rafai ?

- Tout à l'heure, mon collègue a parlé de la situation au niveau de Birao. Il y avait un axe entre Ndele pour aller vers Birao. Cet axe-là était vraiment une zone où il y a vraiment des situations d'insécurité très grandissantes. Et les usagers de cette zone-là, notamment les commerçants, se plaignaient beaucoup, les véhicules se font voler. Est-ce que la force effectue des patrouilles sur cet axe-là ? Merci.

Réponses aux questions

Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA

Merci. A Bémberé, lors de la construction des bâtiments du poste mixte frontalier, d'ailleurs, une construction qui s'est réalisée en un temps record de moins de six mois, y compris pendant la période de la saison des pluies, une base temporaire de la MINUSCA avait été établie à Bémberé pour pouvoir sécuriser la zone de construction, d'ailleurs, ils sont toujours là-bas. Des renforts de la police avaient également été envoyés. Mais le principe même du poste de Bémberé, c'est d'un poste frontalier mixte avec la police, la gendarmerie, les douanes, etc. Donc c'est un poste qui va être géré par les forces de défense et de sécurité locales. Il est prévu aussi un déploiement des FACA prochainement. Voilà ce que je pouvais répondre par rapport à Bémberé et je vais laisser mes collègues répondre aux autres questions.

Commissaire Serge Ntolo Minko, porte-parole de UNPOL

Merci chère Florence. Bonjour, chers auditeurs, de la radio Guira FM. Si vous le permettez, je voudrais tout de suite dire concernant Birao d'abord que, actuellement, la composante police de la MINUSCA a déjà lancé la construction d'une brigade de gendarmerie au niveau de la frontière, justement, au niveau d'Am-Dafock. Le projet est déjà lancé, les constructions sont en cours. C'est pour vous dire que ça contribue déjà à dire qu'on ne s'arrête pas déjà au niveau de Bémberé, on se retrouve à d'autres endroits, bien que l'ampleur ne soit pas la même. À ce niveau, les FSI pourraient donc filtrer les passages des gens qui, selon vous, auraient des armes. C'est ce que je voulais ajouter à la suite de Florence.

Et là, je continue par rapport au cinquième arrondissement et le troisième arrondissement. Je voudrais d'abord vous dire que si nous commençons par le troisième arrondissement, vous savez que jadis, le troisième arrondissement était une zone infréquentable. Lorsqu'on fait un petit retour en arrière, on constate que beaucoup de choses ont évolué et nous sommes là avec les forces de sécurité intérieures. D'ailleurs, les UNPOL encouragent beaucoup de réunions avec les leaders communautaires au niveau du PK5, au niveau du troisième arrondissement. Ils tiennent des réunions avec les leaders communautaires pour que la police de proximité permette de dénoncer les bandits, si on peut le dire ainsi, et tous ceux qui commettent des infractions à ce niveau. Mais sinon, de jour comme de nuit, nos patrouilles sont sur le terrain avec les forces de sécurité intérieures.

En ce qui concerne le cinquième arrondissement, cela avait été relevé et des missions de UNPOL avaient également rencontré les responsables, les leaders communautaires, les groupes de jeunes, parce que lorsqu'il y a une insécurité, il faudrait toujours que les gens dénoncent, qu'on sache d'où est-ce qu'elle provient, ainsi de suite et trouver des moyens pour juguler cela. Nous continuons d'appuyer les forces de sécurité intérieures dans tous ces quartiers afin qu'on puisse retrouver la paix, que les populations puissent retrouver la paix dans ces quartiers. Je vous remercie.

Commandante Aminata Boureima Tabouda, porte-parole par intérim de la Force

Bonjour à tous. Bonjour aux auditeurs de la radio Guira FM. Comme réponse à votre question, je ne sais pas si quelqu'un a posé la question de savoir si les patrouilles continuent toujours à Rafai, ce que je peux dire, c'est de rappeler que les patrouilles sont les actions prioritaires de la Force. Donc, je peux dire que les patrouilles continuent et il faut se dire que c'est toujours en collaboration avec les partenaires qui sont les FACA et les autres forces aussi de la République. Donc, ça continue. Et les patrouilles sont programmées en patrouille de nuit, en patrouille de longue portée, de short [courte] portée. Donc, ça a toujours continué. Donc, ça dépend des programmes aussi.

Et par rapport à la deuxième question qui concerne toujours la route menant de Ndélé à Birao, comme Mme Florence a eu à dire, compte tenu des repréailles qui se font là-bas, des rencontres sont en train d'être faites pour pouvoir mener à bien et prendre en compte ces actions. Donc, toujours étant que les patrouilles continuent pour pouvoir éviter les menaces qui pèsent sur les populations. C'est ce que j'ai à vous dire. Je vous remercie.

Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA

Merci bien. J'ai une petite précision concernant Bembéré et notre base. Je vous ai donc dit qu'on avait installé une base le temps des travaux et elle devrait rester opérationnelle jusqu'à l'installation des forces de sécurité intérieures. Quant au poste FACA, dont je vous ai parlé, il est actuellement en cours de construction, donc ça va compléter le dispositif déjà en place et il est en cours de construction avec le soutien de la MINUSCA. Voilà les informations complémentaires que je pouvais vous apporter par rapport à Bembéré.

Questions des journalistes

Radio Ndeke Luka (Nathan de Saint Stéphane Engombé)

- Merci beaucoup de m'avoir encore redonné une fois de plus la parole. Je reste toujours à Birao. Cette fois-ci, j'aimerais demander, je ne sais pas, pour une confiance beaucoup plus durable à la MINUSCA de la part des habitants de Birao et les villages environnants, n'est-il pas mieux de passer au peigne fin, le site de Korsi, qui inquiète beaucoup plus la population là-bas ? Merci.

Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA

Je crois vraiment que cette question ne s'adresse pas à la MINUSCA, mais s'adresse aux autorités centrafricaines.

Je vous rappelle que vous pouvez retrouver en temps réel toutes les informations de la MINUSCA sur le site web de la Mission, sur Facebook, X, et Instagram. Vous pouvez aussi rejoindre notre chaîne WhatsApp. L'heure est venue de clore cette conférence de presse. Merci à tous pour votre participation. A la semaine prochaine.